

# FRONT DE GAUCHE

Pour changer d'Europe

Liste conduite par Jacques Généreux



## Front de Gauche

A quelques jours du 7 juin, 6 raisons pour voter et faire voter pour les candidats du Front de Gauche. Des arguments qui démontrent que le résultat peut changer la face de la construction européenne.

p 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 873

4 juin 2009

prix: 0,70 €



**POUR CHANGER  
LA DONNE LE 7 JUIN :  
pas une voix ne doit  
manquer au  
Front de Gauche !**

### ■ FÊTE DES NOUVELLES

Retour sur une édition 2009 haute en couleur et marquée par le meeting du Front de Gauche. P 3

### ■ PRIX DU LAIT

Un producteur de lait de Missillac témoigne des difficultés pour vivre de sa terre et de son travail. P 5

### ■ TERRITOIRES

La dernière édition de la revue place publique traite de l'évolution des territoires de la métropole Nantes Saint-Nazaire à l'heure de la crise. P 6

### ■ DÉFENDRE L'HOPITAL PUBLIC

L'adjoint au maire Nantais

Raymond Lannuzel dénonce avec les salariés



hospitaliers mobilisés, la politique de l'Etat en matière de santé et revient sur ses prises de position contre les suppressions de postes au conseil d'administration du CHU de Nantes. P 7

## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Cherchez les différences.

Les différences entre les approches de l'UMP et celles du PS sont parfois difficiles à cerner sur les questions européennes. L'essentiel des directives libérales concoctées par la commission ont reçu le soutien du Parti Socialiste Européen et les principaux ténors socialistes des 27 pays soutiennent d'ores et déjà la candidature du patron de la commission, l'ultra libéral portugais José Manuel Barroso. Ce qui n'empêche pas les socialistes français de faire campagne sur la sanction à Sarkozy... et Barroso.

### En famille

L'émission de France 2 « Mots croisés » sur les européennes a été une nouvelle fois une caricature de démocratie en l'absence du pluralisme qu'autoriserait pourtant un tel débat à la veille d'un scrutin important. Les partisans du oui au dernier référendum se sont ainsi retrouvés tranquilles, sans opposition et contradiction pour exprimer « la bonne pensée ».



### Pas de politique à l'entreprise

Ce qui n'empêche pas les patrons de faire de la politique à l'exemple de ce cher Ernest-Antoine Seillière président de BusinessEurope qui vient de déclarer « Les entrepreneurs comptent sur les futurs parlementaires européens pour mettre les entreprises et leur compétitivité au centre de l'agenda du parlement entre 2009 et 2014 ». Cela au moins, a le mérite d'être clair...

### Politique people

Moins elle en fait et plus on a l'impression que l'on parle d'elle. C'est un peu la définition de l'on pourrait donner à Ségolène Royale qui, au gré de la campagne de son parti pour les européennes, ne fait parler d'elle uniquement sur la question de savoir si elle participera ou pas à un meeting aux côtés de Martine Aubry. Le débat autour des élections européennes à vraiment besoin d'une autre dimension que cette triste politique people...

### Feu de tous bois

Que penser de la présence sur la liste du NPA dans le Sud Est d'un chef des marins du syndicat STC, courroie de transmission reconnue du politico-mafieux FLNC, qui s'était rendu célèbre, entre autre, par l'acte de piraterie sur le Pascal Paoli en septembre 2005. Si le NPA a aujourd'hui besoin de tels tuteurs...bonjour la galère...

## Point de vue

Par Gilles BONTEMPS



Le vote du 7 juin revêt une grande importance pour toutes celles et tous ceux qui veulent changer la donne en France et en Europe.

La crise, avec son cortège de délocalisation, de précarité, de chômage... la remise en cause de la protection sociale, de la santé, de l'hôpital, les coups portés à l'école, à l'université, aux services publics, la pression sur les salaires, les retraites, les pensions... tout cela ne tombe pas du ciel !

C'est le résultat des politiques ultralibérales à l'œuvre en France et en Europe.

Ces politiques visent en permanence et toujours plus à transférer le fruit du travail vers le capital ; elles sont à la fois à l'origine de la crise et de ses conséquences, et les dirigeants nationaux et européens veulent faire payer la note aux victimes.

Dans ce département, vous êtes des dizaines de milliers de citoyens à participer massivement, et notamment depuis le 29 janvier, aux luttes et manifestations, ou à les soutenir.

Dans cette campagne des Européennes, avec nos partenaires du Front de Gauche, nous essayons de montrer que notre liste peut permettre de faire bouger les choses dans le bon sens.

Dans cette campagne des Européennes, avec nos partenaires du Front de Gauche, nous essayons de montrer que notre liste peut permettre de faire bouger les choses dans le bon sens.

« Ensemble dans les luttes, Ensemble dans les urnes avec le bulletin de vote FRONT DE GAUCHE ! »

A ce jour, certaines de ces luttes ont permis des premiers résultats, mais pas partout et on est loin du compte.

Sarkozy, l'U.M.P. et les autres forces de droite ou du centre, qui sont décidés à poursuivre voire à amplifier leur politique après les élections, espèrent voir le mouvement social s'effriter, s'essouffler. Ces porteurs du Traité de Lisbonne - qu'ils espèrent faire adopter - tirent aujourd'hui leur force du fait qu'une partie de la gauche lui a apporté sa contribution, n'en est pas encore sortie, et qu'à ce jour l'ensemble des forces de gauche ne présente pas une alternative crédible et offensive face à la droite.

Une seule liste propose à la fois de rompre avec ce traité malfaisant, de proposer des mesures anticrise (augmentation des salaires, retraites, défense de l'emploi, des services publics...) et de travailler à rassembler largement la gauche sur une politique de progrès.

Seul le vote pour la liste du Front de Gauche le 7 juin permettra de sanctionner Sarkozy, de donner de la force aux luttes et des élus capables de les porter au parlement européen, de faire bouger la donne à gauche.

Tout indique qu'un bon résultat est à notre portée, à condition qu'aucune voix ne manque au Front de Gauche le 7 Juin !

## Rassembler à Gauche pour combattre les politiques libérales

Les discours rassurants, parfois lénifiants même, d'un certain nombre de politiciens français et européens, de l'UMP au PS en passant par le MODEM n'y changeront rien : l'Europe libérale pour laquelle la crise sert de prétexte à accentuer encore plus les inégalités en arrosant généreusement les banques et les actionnaires. Cette Europe-là, même avec le vocable de « sociale » utilisé par certains, est bien un outil au service du capitalisme, ignorant les drames sociaux qu'il engendre dans notre pays

et en Europe. Ce sont précisément ceux qui dirigent l'Union européenne qui portent la co-responsabilité d'un système qui détruit des milliers d'emplois en France. Si tous ces braves gens n'ont pas trop intérêt à ressasser les méfaits présents et passés du capitalisme, c'est qu'ils en sont bien co-responsables ! Il n'est donc pas inutile de rappeler à tous qu'il convient de ne pas se tromper de combat. Tandis qu'on nous annonce, sondage après sondage, une abstention massive sinon record, ne pas s'exprimer clairement dans les urnes dimanche ne constituera en rien un geste de révolte contre cette Europe libérale dirigée par des élus ou des technocrates, qui entretiennent une défiance de classe envers les peuples qu'ils sont censés représenter.

Pour que l'effet de souffle du « non » de 2005 croise l'autre effet de souffle du mouvement social, l'offre politique inventée par le Front de



Gauche propose un projet crédible capable de modifier le paysage et de susciter un minimum d'enthousiasme.

Les communistes déploient tous leurs efforts au service de cette démarche de rassemblement parce qu'ils savent qu'aujourd'hui comme demain c'est du rassemblement à gauche autour d'un projet politique véritablement alternatif que dépend la traduction politique des

aspirations sociales, qui s'expriment avec force aujourd'hui. Ces rassemblements peuvent revêtir des contours différents, selon les questions posées : il n'en reste pas moins que le seul projet enthousiaste pour l'avenir consiste à travailler des rassemblements, des fronts visant à construire des majorités d'idées avec toutes les forces disponibles à gauche.

## De vous à moi...

José, ici présent, souhaitez-vous vous pacser avec Dany pour le 7 juin prochain ? L'os encore fumant entre les dents, le paysan du Lersac, qui, il y a quelques temps encore prônait, à qui voulait l'entendre, son rejet d'une Europe libérale et s'affichait encore de sa campagne pour le non de gauche au projet de constitution européenne, venait de sceller une alliance contre nature avec l'euro-député, ex gauchiste des années soixante, aujourd'hui reconverti en écolo-libéral de Bruxelles, Daniel Cohn-Bendit. Mais pour qu'il y ait vie commune, il faut qu'il y ait entente sur l'essentiel. Alors, comment le libéral peut-il serrer dans ses bras celui qui, hier semblait si loin de son idéal feutré des salons bruxellois ? ... Cela peut vous paraître impossible et pourtant c'est une réalité. Pour ce faire, José Bové s'invente devant la France des histoires hors de tout entendement comme celle-ci : Le paysan du Lersac admet avoir voté non en ajoutant « mais je n'ai pas fait campagne/.../ » Oubliées ses nombreuses interventions dans les meetings et dans les médias ; oubliées les passes d'armes d'hier contre Cohn-Bendit et plus incroyable encore, il assortit ses mensonges de commentaires injurieux sur « le nationalisme des paysans du non » Il y a pour cet individu qui vit sur le mensonge sans respect, y compris, de lui-même et des idées qu'il peut développer à un moment, un vrai rejet qui je l'espère sera très largement ressenti chez les français. Y.C.



# ...en Loire Atlantique.

VITE LU  
VITE DIT

## La Fête malgré tout

Le camion, chargé de matériel en panne sur le périphérique de Nantes. Le chariot élévateur oublié par le loueur, les chaises et les tables livrées avec retard (beaucoup)... mais il en faut plus pour décourager les centaines de militants mobilisés par l'événement : tout était prêt samedi pour l'ouverture... ou presque.



## Un petit creux ou une grande soif ?

Le « Marx'ims » de Nantes, l'assiette gourmande de Rezé, le Chili con Carné de Saint-Herblain, la crêperie de Saint-Nazaire, les sardines et les écrevisses de la Brière, les merguez de Trignac... il y en avait pour toutes les soifs et toutes les faims...

## Solidaire et ouverte sur le monde

Le Secours Populaire Français, le Mouvement de la Paix, L'UNEF, le MRAP, Le Comité de Défense des Libertés (CODELIB), le MNLE des Pays de la Loire, Femmes Solidaires, Solidarité Palestine, l'Association des Tunisiens de France, le M'PEP, l'Association Cultures Monde, France Cuba... la Fête des Nouvelles accueillait les associations et les organisations engagées contre les discriminations et luttant pour un monde de justice et de paix.

## La France des couleurs

Pour finir, sous le soleil, on a dansé sur l'air d'A Vava Inouva avec Idir.

D'autres échos, d'autres photos dans le prochain numéro...

## Le Front de gauche fait le plein à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique.

La fête est un véritable défi. Jusqu'à la dernière minute résonnent les coups de marteau pour achever la construction d'un véritable petit village d'une cinquantaine de stands. Populaire, conviviale et citoyenne, elle prouve que si les électeurs rejettent les petites phrases et la politique spectacle, ils sont demandeurs de proximité, d'échanges francs et directs, de débats de fond et de perspectives.

Il y a soif de politique, quand le parler est vrai comme pour ces « paroles de luttes » venues des entreprises et ce vif moment d'émotion quand Claude parle de son fils, « qui a pris six mois de prison pour avoir manifesté le 29 janvier ». Soif de politique toujours avec des stands pleins pour échanger sur la relance sociale comme remède à la crise ou sur les perspectives d'un socialisme du 21ème siècle en Amérique Latine.

Il y a du monde, jusque dans la rue, le dimanche midi pour dialoguer avec les candidats du Front de Gauche à ces



élections européennes tant décriées. « Nous sommes la vraie gauche, populaire, sociale, combative, unitaire » lance Jacques GENEUREUX qui conduit la liste. « Notre diversité fait notre richesse, notre patrimoine commun ce sont nos propositions anticrise pour la France et pour l'Europe » renchérit Gilles BONTEMPS. « Le Front est la réponse à mon engagement dans la rue » assure Odile COQUEREAU, syndicaliste à Angers. « Pour battre la droite, nous devons nous élargir à toutes les composantes de la gauche, devenir plus populaire encore, même si, tous les jours des gens

nous rejoignent » remarque Gérard LAHELEC. Il y a plus d'un millier de personnes, sous le soleil pour entendre les orateurs du meeting et les interpeller. Car, au parc paysager, on a de la voix, des exigences, des convictions et cela s'entend. Rappelant la victoire au référendum, il y a quatre ans, Michel RICA appelle d'entrée à « une journée nationale de mobilisation et d'action pour le 7 juin ». « Au parlement de Strasbourg, je ne serai pas un élu du Parti de Gauche mais un élu du Front de Gauche appartenant au groupe de la Gauche Unie Européenne, à cette gauche radicale mais démocratique qui veut changer d'Europe » précise Jacques GENEUREUX. « Nous ne voulons pas être de ceux qui veulent faire leur petite tambouille dans leur petite cuisine, c'est pour cela que nous sommes là » reconnaît Christian PICQUET de la

Gauche Unitaire exclue du NPA.

« Ensemble, dimanche, nous pouvons renverser la table » conclut-il chaudement applaudi. « Le Front de Gauche est issue des vos colères, de vos luttes, de votre soif de solidarité et d'unité. C'est un outil à votre disposition » enchaîne Marie George BUFFET. « A Strasbourg, les 47 députés de la Gauche Unie Européenne a fait trébucher, à plusieurs reprises, la droite et les socio libéraux. Imaginez, demain, s'ils sont



deux ou trois fois plus nombreux... Ils ne sont pas tranquilles là haut. Ils ont raison car les jours qui nous restent, nous allons les employer à rougir la France et le parlement européen, c'est ce qu'ils craignent le plus !»

## Le PS se met en scène dans la dernière ligne droite

Pour son meeting interrégional, le PS avait sorti l'artillerie lourde: écrans géants et spectacle à l'américaine pour célébrer les retrouvailles Aubry/Royal dans l'espoir de donner l'impulsion salvatrice dans la dernière ligne droite. Et c'est à gauche que le PS entame le dernier virage avec un Jean-Marc Ayrault visiblement en verve pour fustiger « les politiques libérales et ultra-libérales » qui ont court depuis 20 ans. Et d'épingler Thatcher, Reagan et Barroso. La tête de liste Bernadette Vergnaud semble avoir du mal à passionner. « Elle n'est pas à la hauteur » entend-t-on dans les travées. Il faut dire que les 2500 personnes présentes, parmi lesquelles de très nombreux élu(e)s et la quasi totalité des présidents de collectivités locales de la circonscription étaient venus avant tout pour célébrer « en famille » l'unité du parti. Et c'est une Ségolène Royal en service minimum qui s'est livré dans le style qui lui est propre à un plaidoyer pour le « social-humanisme du 21ème siècle » avant d'appeler les élu(e)s européens à engager la création des « Etats-Unis d'Europe ». Ségolène de saluer Martine et Martine de vanter Ségolène... Echange



de compliments et de petits cadeaux. Drôles de socialistes qui se mettent en scène pour parler d'eux même... « Pour redonner de la confiance et de l'espoir et redonner de la confiance dans le PS » d'après le maire de Nantes. Reste que celle-ci passe par les choix et orientations politiques et que le « manifeste » du PSE semble bien loin du « manifeste contre le libéralisme » dépeint par Aubry. Reste aussi que le PSE a validé le compromis menant à l'élection du Barroso tant décrié par la campagne socialiste française. Reste que du TCE au traité de Lisbonne, les socialistes européens ont été de tous les choix stratégiques sanctuarisant l'Europe libérale. Ce sont ces choix là que le Front de Gauche conteste et combat, précisément parce que « seule la gauche peut construire l'alternative » en réponse à « ceux qui souffrent » pour reprendre les mots utilisés par Jean-Marc Ayrault au meeting de Rezé.

## L'Écho des Européennes

Parmi les initiatives prises dans la région nazairienne et la Brière par le Front de Gauche dans la dernière ligne droite avant la Fête des Nouvelles, retenons le « café citoyen » au Dupleix à Saint-Nazaire et le meeting de Trignac. Une trentaine de personnes avait répondu favorablement à l'invitation du 15 mai, ont passé la soirée au café avec Yvon RENEVOT, Pierre GILLOT responsables du Parti Communiste et du Parti de Gauche et Françoise VERCHERE, candidate aux élections du 7 juin. Paraphrasant les manifestants de 68, la candidate, stigmatisant des partis qui ont tardé à faire campagne, s'est élevée contre cette « abstention piège à cons » qui ferait le jeu de la droite au pouvoir. Insistant sur les propositions concrètes du Front de Gauche, Yvon RENEVOT mettait l'accent sur le nécessaire « bouclier social à gagner par tous les peuples de l'Union ». Cinq jours plus tard, au centre culturel Lucie AUBRAC à Trignac, accueillis par le maire Sabine MAHE, des syndicalistes et des militants associatifs prenaient la parole insistant sur la nécessité de donner vite un débouché politique à la lutte. Alain MANARA, militant chez Airbus remarquait combien la répression syndicale s'accroissait sur



les militants tout particulièrement depuis les bons résultats prud'homaux de la CGT. Lauryane PICAUD appelait, quant à elle, à la prise en compte des combats féministes pour « changer vraiment d'Europe ». Voter Front de Gauche, c'est donner une perspective politique aux luttes, « quand elle n'existe pas, on se cogne la tête dans le mur » affirmait Gilles BONTEMPS pour qui il est plus qu'urgent de « claquer le museau de Sarkozy » et de renforcer le groupe de la Gauche Unie Européenne au parlement de Strasbourg. L'échec de la directive Bolkestein puis de la directive portuaire, le revirement in extremis d'une majorité de députés concernant la semaine de 65 heures, prouvent bien, selon le candidat communiste, que, même minoritaire, « on peut faire quelque chose, faire bouger les lignes et gagner pourvu qu'on ait des gens dans la place. Et c'est là tout l'enjeu du 7 juin ».



# Le dossier.

## Européennes

### 6 raisons d'élire des députés européens du Front de Gauche

#### Donner un prolongement aux luttes

Avec la crise économique, les tenants du pouvoir pensaient voir les salariés baisser la tête et accepter de voir leurs droits reculer ou leurs emplois sacrifiés.

**Rassembler ceux qui luttent pour porter une autre logique dans les institutions européennes**

Les mobilisations en France et en Europe ont montré que

ceux-ci ne voulaient pas être ceux qui allaient payer une crise dont ils ne sont pas les responsables. En France, ce sont plusieurs millions de personnes qui se sont mobilisées sur une base revendicative forte les 29 janvier, 19 mars et 1er mai. Mais ce ne sont pas les seuls puisqu'au

Royaume-Uni, en Espagne, en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal, en Lituanie, en Lettonie, en Bulgarie, l'exaspération des jeunes et des salariés européens se fait entendre depuis plusieurs mois. Le Front de Gauche fait écho à ces

luttes contre la casse des droits sociaux et des emplois en Europe.

C'est la seule proposition politique unitaire

qui se donne l'objectif de rassembler ceux qui luttent pour porter une autre logique que celle de l'argent pour l'argent jusque dans les institutions européennes.



#### Gagner de nouveaux droits sociaux

L'UE s'est jusqu'ici construite en soumettant l'ensemble des activités humaines à la rentabilité financière.

Ceci a eu pour conséquence de rogner au maximum sur les droits des salariés, des jeunes, des retraités, mais aussi de

libéraliser des secteurs entiers qui étaient jusqu'ici dévolus, en majorité aux services publics. Afin de mettre en place un nouveau partage des richesses et d'assurer un développe-

ment humain à long terme, le Front de Gauche propose la mise en place d'un bouclier social européen. Un bouclier social qui mettrait en œuvre de nouveaux droits sociaux à travers la mise en place de nouveaux services publics et le développement de ceux existants, et qui garantirait un revenu décent et la sécurité du parcours professionnel. Ce qui passe notamment par la mise en place de salaires minimaux partout en Europe et du CDI comme norme pour les contrats de travail, ou l'abrogation des directives de mise en concurrence des services publics ; des mesures financées par de nouvelles contributions des bénéficiaires des entreprises.

**Le Front de Gauche propose la mise en place d'un bouclier social européen**

#### Contribuer à un monde de co-développement

Depuis l'époque « des pères fondateurs », l'Europe a toujours invoqué la libre circulation comme un de ces principes. Mais si elle pousse à fond les feux du libre-échange pour les capitaux et les marchandises, elle se

**Intégrer des critères sociaux et environnementaux dans nos relations commerciales**

ferme à la libre-circulation des personnes. A l'OMC comme dans ses relations bilatérales, l'UE est parmi les plus insistants à

demander la disparition de dispositifs de régulations du commerce mondial pour imposer ses productions et rentabiliser les capitaux

européens. A l'inverse le Front de Gauche propose d'intégrer des critères sociaux et environnementaux dans tout accord commercial international signé par l'UE et de proposer de nouveaux dispositifs pour aboutir à des échanges internationaux équitables.

Ce qui signifie aussi qu'il faut en finir avec « l'Europe forte-ressée » et des dispositions iniques comme la directive sur le retour des immigrants. Et construire une politique migratoire d'accueil garantissant de véritables droits aux migrants.

#### Sanctionner les politiques libérales en France et en Europe

La crise du système capitaliste que nous connaissons aujourd'hui est aussi une crise du modèle libéral sur lequel s'est construit l'UE. La

libéralisation de la circulation des capitaux a conduit au fiasco du système financier international, et celle de secteurs comme l'électricité ou le fret ferroviaire n'engendre aucun bénéfice pour les peuples.

Le 7 juin, les peuples européens vont



avoir l'occasion de dire stop à cette course folle. Et seuls les candidats du Front de Gauche proposent de refonder l'UE sur d'autres logiques que la concurrence et le libéralisme. Ceci dans la continuité des batailles menées par le groupe GUE/NGL ces dernières années.

**Dire stop à cette course folle au libéralisme, c'est possible !**

Comme celles qui ont conduit au rejet de la directive Ports et Docks ou à repousser la directive sur l'allongement de la durée

légitime du temps de travail.

Des batailles qui prouvent que le Parlement européen n'est pas une simple chambre d'enregistrement, et que le vote du 7 juin peut changer les rapports de force politiques pour aller vers une autre construction européenne.

#### Gagner de nouveaux pouvoirs pour les peuples

En poussant à tout prix la ratification du traité de Lisbonne, copier-coller du Traité Constitutionnel refusé en 2005 par les français et les néerlandais, les gouvernements européens ont montré avec quel mépris ils traitaient l'avis des citoyens européens.

**Un nouveau traité qui crée des institutions démocratiques permettant le contrôle des citoyens sur les politiques européennes**

Pas étonnant que les citoyens se sentent dessaisis du processus de la construction européenne. Le

Front de Gauche propose que le nouveau Parlement européen élu mette en chantier avec les citoyens et la société civile un nouveau traité qui crée des institutions démocratiques, permettant le contrôle des citoyens sur les politiques européennes. A l'inverse de « l'indépendance » de la Banque Centrale Européenne ou des pouvoirs exorbitants de la commission sur les questions de concurrence, les européens doivent avoir leur mot à dire sur l'ensemble des outils qui contribuent à ces politiques. Seuls les candidats du Front de Gauche mettent l'impératif démocratique au cœur de la refondation de l'UE.

#### Garantir la paix, la sécurité et le désarmement

L'article 42 du traité de Lisbonne précise que l'OTAN « reste, pour les Etats qui en sont membres, le fondement de la défense collective et l'instance de sa mise en œuvre ».

Si on y ajoute le principe de solidarité militaire entre les pays de l'UE, on comprend bien que le mythe d'une défense européenne indépendante et ayant ses objectifs propres, a du plomb dans l'aile.

De la même manière, la politique diplomatique

européenne est aussi très souvent calquée sur la politique américaine, comme le montre son comportement amorphe sur la situation en Palestine. Le Front de Gauche propose une politique diplomatique et de défense qui se donne pour objectif de garantir la paix,

**Sortir l'UE d'une politique d'hégémonie**

le libre développement des peuples, la promotion des droits de l'homme, la prévention des

conflits et le désarmement. Ce n'est que par la dissolution des alliances militaires ayant pour but l'hégémonie de certains, mais aussi par la mise en place de politiques de coopérations multisectorielles, que d'autres règles dans les relations internationales pourront prendre forme aux bénéfices de l'ensemble des peuples.



# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### La BN se muscle

La Biscuiterie Nantaise (BN) appartient au groupe américain United Biscuit. Ce dernier vient de décider de procéder à 4 millions d'euros d'investissement dans l'usine de Vertou, qui emploie 400 personnes et produit le Choco BN (20 000 tonnes) et le Mini Choco (4000 tonnes).

### Les « plombiers » bulgares de la navale



Après les travailleurs polonais, les grecs..., ce sont aujourd'hui onze travailleurs bulgares employés par une entreprise sous traitante lituanienne sur le site de STX qui sont en grève, pour pouvoir toucher leurs salaires. Ils travaillaient 51 heures par semaine, sans aucune majoration des heures supplémentaires, ne percevaient aucune indemnité de déplacement et la nourriture était à leur charge, contrairement à la législation française et européenne. STX ainsi que les pouvoirs publics ont été interpellés par la CGT. Une délégation du PCF dont faisait partie, Yvon RENEVOT, responsable local et Christian SAULNIER, président du groupe des élus communistes à la mairie de Saint-Nazaire leur a rendu visite. « Les chantiers changent de nom et de propriétaire mais, au fil des années on retrouve toujours les mêmes affaires » a remarqué Christian SAULNIER. N'ayant que peu d'argent en poche, les onze hommes reçoivent des aides en nourriture du Secours Populaire. Au nom des communistes nazairiens, Yvon RENEVOT leur a remis 100 euros « pour tenir le coup » et les a assurés de leur soutien actif et militant.

### Nantes : Salariés sans papiers en grève

Jeudi 14 mai, deux salariés sans-papiers de l'entreprise SECURI OUEST, sous traitante du Centre Leclerc Paridis à Nantes, se sont mis en grève pour obtenir leur régularisation. Soutenus par la CGT (« Ils vivent ici, ils bossent ici, ils restent ici » affirmaient les tracts distribués par le syndicat), ils demandaient une démarche active de leur entreprise (le premier y travaille depuis trois ans, le second depuis plus d'un an) auprès du préfet. Après une table ronde organisée par la direction de la galerie, SECURI OUEST a déposé des demandes d'autorisation de travail à la préfecture. Les deux dossiers sont en voie de règlement mais les deux salariés en lutte ne sont pas les seuls sans papiers travaillant dans les entreprises de sécurité de Loire Atlantique. Ce qui pose la question de l'efficacité du contrôle obligatoire que doit effectuer la préfecture avant de donner son agrément aux dites entreprises.

### Trignac : RFS une nouvelle fois menacée ?

Lors du conseil municipal du 15 mai, le maire de Trignac a fait état de ses inquiétudes concernant les menaces qui pèsent, une nouvelle fois, sur l'avenir de Radio Frequency System (RFS). La filiale d'Alcatel Lucent, emploie 117 personnes. Elle fabrique des antennes et des paraboles et a vu la demande et ses profits sensiblement augmenter ces dernières années. Cela n'empêcherait pas la direction de se séparer de plusieurs centres de production dans l'ouest. Lannion et Trignac seraient visés et la délocalisation de la production en Inde une nouvelle fois envisagée. « Nous allons défendre la présence de RFS sur notre commune » a déclaré Sabine MAHE déterminée.

## Ils craignent une montée du Front de Gauche dans les urnes



Les luttes des électriciens et gaziers durent maintenant depuis plus de huit semaines. Au-delà de la demande légitime d'augmentation de leur pouvoir d'achat au regard des 10 milliards d'euros de bénéfices à EDF et GDF-Suez, ils exigent des moyens humains, matériels et d'investissement supplémentaires pour pouvoir rendre un service public de proximité efficace et cohérent en France et dans nos interconnexions en Europe. Le blocage auquel nous nous heurtons s'explique d'abord par un MEDEF influent et actif au sein de la branche des industries électriques et gazières, qui redoute qu'une augmentation générale des salaires donne de l'appétit aux autres secteurs professionnels, voire crée une dynamique interprofessionnelle dans une période de bouillonnement revendicatif. Ceci explique sans doute la rafle d'intimidation organisée par la police, avec la complicité du gouvernement, contre nos 74 camarades, le 21 mai, parmi lesquels la quasi totalité des responsables CGT d'Ile de France qui ont été mis en garde à vue avant d'être relâchés. Mais il y a une deuxième cause : il ne peut y avoir de victoire sociale forte et durable sans une montée significative du Front de Gauche dans les urnes. Ils la craignent, nous en avons un urgent besoin !

Eric Couvez

## La relance sociale pour sortir de la crise

« Drôle d'élections où on vous parlent de tout sauf de la crise » remarque Yvon RENEVOT qui ouvre le premier débat de la Fête au parc paysager. « Cette crise est structurelle, c'est leur obsession de rentabiliser à tout prix le capital qui l'a provoquée » affirme Francine DESNOS. La Centrale régionale de la CGT parle des salariés bulgares des chantiers navals qu'on paie 2,88 euros de l'heure (quand leur entreprise veut bien leur verser un salaire), des 8500 intérimaires de Loire Atlantique immédiatement remerciés, entre octobre et décembre 2008, du chômage qui a augmenté de 62,5%, en un an, chez les moins de 25 ans des Pays de la Loire, des 60 milliards d'euros perdus, chaque année, par les salaires au profit du capital, depuis le début des années 1970... « Leur seul plan de relance a

été de mobiliser des centaines de milliards pour les banques et de distribuer quelques miettes aux salariés ! »

« Ils voudraient nous faire croire que la crise tombe du ciel, qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour l'enrayer, que Sarkozy ne s'en sort pas si mal » constate Yves DIMICOLI. « Mais cette crise du capitalisme financier mondialisé est le résultat de leurs choix politiques, de l'énorme pouvoir qu'ils ont donné aux banques et en premier lieu à la Banque Centrale Européenne - de distribuer l'argent à flot, quasiment gratuit pour la spéculation tandis qu'il coule au goutte à goutte et qu'il est payé cher par les petites et moyennes entreprises et pour la production : sur les 754 milliards d'euros de ressources nouvelles créées, dans le monde, en 2007, 60% sont allés aux actionnaires et à la spéculation ». L'économiste accuse : « Alors qu'il disait partout que les caisses étaient vides, Sarkozy a mobilisé immédiatement 360 mil-

## Pouvoir vivre de sa terre



Stéphane RICORDEL, la trentaine décontractée, est producteur de lait à Missillac. 100 hectares qu'il exploite avec son frère, 450 000 litres de lait produits par an et autorisés par les quotas européens, 60 vaches élevées « en toute herbe » sur des pâturages extensifs. Membre de la Confédération Paysanne, Stéphane participe à des actions non violentes et ciblées pour pouvoir « vivre de sa terre ». Il ne veut surtout pas « qu'on se trompe d'adversaire ». Certes, les grandes surfaces qui courent sans cesse après leurs marges bénéficiaires, doivent être mises en cause mais les responsables ce sont d'abord « les gros qui poussent à produire toujours plus

dans n'importe quelles conditions, ceux qui nous imposent de vendre 210 euros la tonne de lait (c'était le prix au début des années 80 !) quand ils savent pertinemment qu'à moins de 300 euros on ne peut pas s'en sortir », ceux qui veulent la suppression des quotas, qui disent que, « même s'il doit y avoir des gens qui restent sur le bord du chemin, tout se réglera avec le marché », ceux « qui importent du lait à moitié prix des pays de l'Europe de l'Est pour mieux nous étrangler », ceux qui ont inventé les règles d'une politique agricole commune qui font « que 80% des subventions sont versées à seulement 20% des paysans ». Ce dont Stéphane est persuadé, c'est que la situation peut être corrigée « pourvu qu'on ait la volonté politique en France et en Europe de maîtriser la production et de permettre que chacun puisse vivre convenablement de son métier ». Bien sûr, reconnaît l'exploitant, « on peut produire encore plus avec moins de paysans mais est-ce vraiment cette agriculture là qu'on veut pour nos enfants ? »



social français et la redistribution qu'il permet, amortit le choc, remarque Francine DESNOS, pourtant, il ne se passe pas un jour où ils ne tentent pas de le mettre un peu plus en pièces ». Les deux intervenants plaident pour un urgent changement dans le rapport des forces. « Le mouvement social unitaire, c'est l'événement de l'année, affirme Yves DIMICOLI, il ne peut pas se contenter longtemps de se heurter aux murs des lamentations. Il doit impérativement ouvrir une brèche pour s'y engouffrer ». « Le 7 juin avec le Front de Gauche et le 13 juin immédiatement après sont nos deux prochaines journées nationale d'action », conclut Francine DESNOS.



## Cuba et l'Amérique Latine s'invitent à la Fête des Nouvelles

■ Sans Cuba, parlerait-on, aujourd'hui du socialisme du 21ème siècle en Amérique Latine ?

« Cuba, il y a cinquante ans, c'était le bordel des Etats-Unis, une population dans la misère qui comptait 90% d'illettrés » rappelle Jean Pierre LANDAIS qui anime la rencontre. « Si on doit évoquer la dictature cubaine, c'est bien de celle de BATISTA dont il faut parler. C'était le temps où le sang coulait dans la rue » complète quelqu'un dans la salle. Yaira Jimenez Roig, l'attachée de presse de l'ambassade cubaine rappelle « qu'une des premières décisions des révolutionnaires a été d'ouvrir des écoles d'alphabétisation pour que le peuple puisse prendre son destin en mains et de former des médecins pour assurer le droit à la santé ». Une révolution « que l'on ne peut comprendre si on ne fait pas d'histoire » souligne Cathy CEIBE en évoquant la guerre d'indépendance contre l'Espagne et le héros national, José MARTI, qui dès la fin du XIXème siècle déclarait que si les Cubains voulaient être maîtres de leur destin « la liberté ne suffisait pas » et qu'il fallait impérativement « la justice sociale ». L'île s'est développée malgré un blocus qui lui a coûté plus de 100 milliards de dollars, malgré la chute des pays de l'Est et les multiples tentatives de déstabilisation du grand voisin américain. « **Discutons nous, aujourd'hui, des perspectives**

d'un socialisme du 21ème siècle en Amérique Latine s'il n'y avait pas Cuba ? » questionne la journaliste de l'Humanité, Yann LEROY, membre de la commission internationale du Mouvement Jeunes Communistes insistera également sur cette nécessaire « transmission de la mémoire à la jeunesse » pour qui veut « construire une expérience originale de transformation sociale ». Dans le public plusieurs « amis de Cuba » qui l'assurent de leur « plein soutien » se montrent critiques plaidant pour une « nécessaire évolution politique ». Une confrontation d'idées amicale mais ferme que ne refusent pas les invités.

« **Les élections européennes montrent que le pluralisme n'est pas forcément synonyme de démocratie, comme le parti unique n'est pas forcément synonyme de dictature** » remarque Cathy CEIBE. « Le parti unique ne surgit pas avec la révolution de 59, précise Yaira Jimenez, il remonte à la guerre d'indépendance et, face à l'adversité, au besoin d'unité du peuple cubain ». « Unité, ne veut pas dire uniformité » insiste la diplomate. « Même si tout n'est pas rose » concède la res-



pensable, « le débat est permanent dans le pays et à l'assemblée nationale, élue pour moitié par les communes, pour moitié par les organisations de masse, 39% des députés ne sont pas membres du parti communiste, 38% ont moins de 30 ans, 43% sont des femmes... ». Longtemps isolée (seul, le Mexique avait maintenu des liens diplomatiques avec la grande île après la révolution, l'Organisation des Etats Américains a soutenu le coup d'état de Pinochet en 1973...), l'épuisement du modèle libéral qui a plongé les gens dans la misère et « la faculté de résistance de peuples unis par une même langue et une même histoire » est en train de changer la donne. « **Les libé-**

**raux critiquent CHAVEZ et ses pétrodollars maintenant qu'ils servent à transformer la vie quotidienne du peuple et à aider les pays voisins. Les pétrodollars existent depuis 1920. Ils ne les critiquaient pas quand ils les mettaient dans leurs poches** » remarque Cathy CEIBE. Si les pays latino américains « font bloc », c'est parce qu'ils ont les moyens de leur développement ». Ils ont fait échouer le projet d'un grand marché libéral, unique allant du Canada à la Terre de Feu mais ils n'en tendent pas moins la main au grand voisin américain l'invitant à troquer l'impérialisme pour une politique de coopération mutuellement avantageuse pour tous les états de la région.

## LIRE

### Territoires en crise

Dans sa nouvelle livraison, la revue **Place Publique** propose un dossier sur les territoires de la métropole Nantes / Saint-Nazaire pris « dans la tourmente de la crise ».

Pour le journaliste P.Dossal, ils traversent pour l'instant sans trop de casse la crise économique. Mais les climats passent tous au rouge et la crise devient plus sélective. Elle touche durement deux catégories : les précaires et les jeunes peu qualifiés, les 18-25 ans qui paient le prix fort.

Selon le politiste G.Boudic, on serait déjà passé par trois étapes : le territoire comme refuge : « à défaut de ne pas souffrir, on pourrait y souffrir moins » ; puis au territoire comme victime, pour désormais aborder le territoire comme acteur.

Mais, « à l'heure où la crise fait rage » l'avenir ne pourra que nous « juger sévèrement sur notre capacité à nous ériger sur l'appartenance de la Loire Atlantique à la Bretagne ». On aimerait que ce « débat ne prenne pas le pas sur les conséquences de la crise et des solutions à y apporter ».

D'autres contributions indiquent que « l'un des enseignements de cette crise est incontestablement la réhabilitation du rôle majeur que jouent et peuvent jouer les acteurs sur le développement de leur territoire ». Le moment semble venu de rechercher de nouvelles solidarités dans un territoire mieux partagé, même si, jusqu'à présent, « les débats sur les stratégies territoriales sont trop limités aux élus et aux experts ».

En point d'orgue à ce dossier, un article de B. Jouve souligne opportunément « le grand retour de la pensée critique sur la ville ». Car, dit-il, en phase de crise, « sur le marché des idées, qui mieux que les travaux empruntant à Marx pouvaient formaliser et donner sens aux évolutions en cours ? Un hommage appuyé à l'œuvre d'Henri Lefebvre, que nous avons nous-mêmes salué ici il y a plus d'un an (NLA n°949, avril 2008).

Place Publique, La Revue Urbaine #15, Mai-Juin 2009, 162 p., 10 €



## VOIR...



### Femmes d'Amérique Latine

Cette exposition de l'association France Amérique Latine a pour objectif de donner une vision générale de la condition des femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe. La politique d'intégration économique régionale, la privatisation des biens publics mondiaux (comme l'eau ou le droit à la terre), la politique d'éradication de la coca (culture traditionnelle et ancestrale en Amérique latine) ont une forte incidence sur les conditions de vie des femmes, mais aussi sur les droits fondamentaux des personnes : droits politiques, économiques, sociaux et culturels. La première cible, ce sont toujours les femmes...

Vue sur la fête des NLA, stand des débats et du livre à Saint-Nazaire.

## MÉDIAS

### Un choix réduit en miettes

La campagne officielle pour les élections européennes du 7 juin, avec ses spots audiovisuels et son affichage public, a commencé lundi 25 mai et s'achèvera ce samedi 6 juin à minuit.

A la radio et à la télévision, les recommandations du CSA, en vigueur depuis le 27 avril, continuent à s'appliquer sur l'ensemble de la programmation : « apprécie la présentation et l'accès équitable à l'antenne des listes de candidats et de leurs soutiens, jusqu'à la

clôture du scrutin » en décomptant les temps de parole.

La télévision publique diffuse chaque jour plusieurs vagues de spots des partis. Deux quotas de temps sont mis à la disposition des formations représentées par des groupes parlementaires (UMP, PS, Gauche démocrate et républicaine et Nouveau

Centre) avec 20 mn chacune, divisées en dix modules courts et deux plus longs. Le MoDem se retrouvant dans cette catégorie, grâce au groupe centriste au

Sénat. Paradoxe : le PRG, qui ne présente pourtant pas de candidats, dispose cependant de 20 mn pour, dit-il,

17 formations en tout, se partagent, eux, une heure, chacun ayant droit à deux modules de 1 mn15 et 2 mn 17.

Alors : égalité de traitement ? Certes non. Pour les choisis et les chouchous des médias (UMP et PS, Besancenot ou Cohn-Bendit), une simple pique de rappel, ponctuant l'hyper présence médiatique complaisante habituelle

hors campagne officielle. Pour les autres, rien que des miettes, bien insuffisantes pour compenser la censure en vigueur et éclairer vraiment les choix.



dénoncer l'hégémonie" UMP-PS.

Les autres partis, dont le PCF, auxquels sont rattachés des listes de candidats dans au moins cinq circonscriptions, soit



## près de vous

### Couëron

#### Hommage de la ville de Couëron à des camarades communistes

Le terrain de football des Ardrillets deviendra le « stade Suzanne et Donatien HAURAY ». Donatien HAURAY, toujours épaulé par sa femme, était une figure très connue du monde syndical, politique et associatif couëronnais. Militant cégétiste, secrétaire de l'étoile sportive Couëronnaise, il fut également élu durant 24 années dans la commune. Autre camarade à qui la ville a souhaité rendre hommage, Jérémie HUGUET. Militant cégétiste, il aura différentes responsabilités au sein du PCF auquel il adhère en 1946. Couëronnais de cœur il fut élu de 1965 à 1989.

### Nantes

#### L'avenir des Roms en question

Inquiets sur leur situation à Nantes, les Roms ont interpellé le maire de la ville et président de Nantes Métropole quant à la crainte d'une éventuelle expulsion vers la Roumanie. De son côté Marie Annick BENÂTRE, conseillère municipale à Nantes, a demandé au Maire Président que soit évalué le dispositif mis en place par la communauté urbaine tout en soulignant l'effort d'intégration des familles dans un contexte difficile.

### CARENE



#### Cité sanitaire nazairienne

D'ici 2012, un pôle de santé moderne verra le jour dans la région nazairienne. Cette Cité sanitaire, sur un terrain de près de 20 hectares, représente un investissement de plus de 150 millions d'euros. Elle accueillera 827 lits pour environ 1600 salariés. Un nouveau quartier ainsi qu'une zone d'activité seront construits à proximité de cette cité. C'est donc un pari ambitieux que font les élus nazairiens et de Brière dans un contexte où la santé est plus que malmenée par le gouvernement.

### Le Croisic

#### Un sursis pour la criée ?

L'avenir de la criée du Croisic ne semble pas encore scellé, tout du moins à court terme. A la demande des marins pêcheurs, la mise en place d'une coopérative va être étudiée par la municipalité. Si une telle solution peut être un soulagement pour les marins pêcheurs, il n'en demeure pas moins qu'elle ne règle pas l'avenir de la profession dans ce port de pêche, où il ne reste plus que 25 bateaux.

## L'invité

### Hôpital en danger : les élus communistes mobilisés

La santé est en danger ! Cette affirmation n'est pas que la nôtre, elle relève du constat que font tous les professionnels de l'hôpital public aujourd'hui menacé par le projet de loi Bachelot « Hôpital-Patients-Santé ». Ce projet, déjà discuté à l'Assemblée nationale et aujourd'hui en débat au Sénat vise en effet à porter un coup fatal à notre service public de santé, à notre système de santé solidaire. La communauté hospitalière est très largement et fortement mobilisée pour que cette loi ne voit pas le jour. Elle demande l'ouverture de vraies négociations (qui n'ont pas eu lieu) et d'un vrai débat public sur l'avenir de l'hôpital public, sur l'avenir de notre protection sociale. A Nantes, la mobilisation n'est pas moindre et les difficultés du CHU, comme j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de le souligner au conseil d'administration de l'établissement, ne peuvent relever que de la mauvaise gestion. La ministre Roselyne Bachelot ne cesse de répéter que sa loi est une grande loi de réforme de l'hôpital comme il n'y en a pas eu depuis cinquante ans. Mais les rares défenseurs de cette loi utilisent toujours la même parade lors des débats. L'organisation des soins, ce n'est pas dans la loi ! La constitution de filières de soins, ce n'est pas dans la loi ! Le financement des hôpitaux, ce n'est pas dans la loi ! La concurrence appelée « convergence » entre hôpitaux qui sert à justifier les suppressions d'emplois sans raison médicale, ce n'est pas dans la loi ! Cette grande loi se résume donc à transformer les hôpitaux en entreprises, en donnant tout le pouvoir au directeur, y compris de nomination et de révocation des médecins chefs de pôle. En effet, ce sont eux qui, en dernière instance, auront à faire appliquer la politique de redressement financier en supprimant des emplois, imposé par le retour à l'équilibre. Ainsi pour réduire le « déficit programmé » du CHU de Nantes, il faudrait supprimer nombre de postes. C'est pour dénoncer la politique de l'Etat, notamment avec l'introduction de la tarification à l'acte, mettant en concurrence l'hôpital public avec les cliniques privées mais aussi pour refuser le plan de redressement financier présenté par la direction du CHU, que je n'ai pas voté le budget 2009. Les élus communistes sont pour une réforme de l'hôpital, mais contre cette loi, parce qu'elle porte en germe un projet dangereux, celui de faire de la santé une marchandise, de l'hôpital une entreprise soumise aux lois du marché ! Des états généraux devraient permettre d'associer l'ensemble des professionnels à une vraie réforme de l'hôpital public à la hauteur d'un réel projet de société. Le vote de la loi aurait lieu à la fin de l'année. Il n'y a aucune urgence pour réformer l'hôpital public. Il n'y a qu'un président pressé. Il est volontariste, mais il sait reculer. Il vient de le faire pour la « convergence public-privé », visant à aligner les tarifs des hôpitaux publics sur ceux des cliniques commerciales, reportées de 2012 à 2018. Seule une grande mobilisation de la communauté hospitalière médicale et non médicale, et de l'ensemble de la population, permettra d'obtenir le report de la loi pour imposer des états généraux.



Raymond LANNUZEL  
Vice-Président de Nantes  
Métropole, Administrateur  
de C.H.U.

## L'activité

### Région

#### Faire face à la crise par la formation

Le 15 mai dernier le conseil régional des Pays de la Loire adoptait son plan anti-crise. Parmi les 40 mesures adoptées, la création d'un Service Public Régional de la Formation Professionnelle Continue. Pour Michèle PICAUD, conseillère régionale communiste, ce service public constitue un acte politique fort. En effet, la création d'un nouveau service public va à l'encontre de la politique de casse de l'ensemble des services menée par le gouvernement, politique particulièrement dangereuse dans un contexte où pauvreté et précarité ne cessent d'augmenter. Pour autant, comme le remarque l'élue, la seule volonté de la région ne suffira pas au moment où « l'Etat se désengage de la formation professionnelle et où l'Europe donne un contenu du Service d'Intérêt Général, issu du Traité de Lisbonne très éloigné de la conception française du service public ». Outre l'obligation d'être ambitieux dans la constitution de ce Service Public de la Formation, elle formule avec l'ensemble du groupe l'idée de création d'un fond régional pour l'emploi et la formation. Celui-ci, ajoute-t-elle, « devrait trouver une dimension nationale encourageant les entreprises à sécuriser l'emploi par la formation au lieu de délocaliser ». Un projet ambitieux qui pourrait inciter les entreprises à développer « de l'emploi efficace et de la formation pour un meilleur emploi ».

### Rezé

#### Pour une politique sociale efficace

A l'occasion de la présentation du Compte administratif 2008, Julien CHAILLOU délégué à la prévention de la délinquance et à l'insertion des jeunes, s'est félicité des projets collectifs qui ont pu être réalisés sur la commune à l'exemple de l'extension du groupe scolaire Jean Jaurès ou encore de la création d'un point d'accueil pour les jeunes du Château. Des investissements réalisés dans un contexte de début de crise et de désengagement de l'Etat. Pour l'élue, « 2008 sonnera certainement la fin d'une époque et même si le gouvernement, lui, ne semble pas toujours avoir compris que le libéralisme nous avait conduit dans le mur, ce sont bien des politiques sociales qui permettent aujourd'hui à nos collectivités locales d'amortir les effets de la crise ». Pour Mireille PERNOT, qui est intervenue lors du débat sur les expulsions locatives, c'est encore les politiques sociales et cette volonté de développer tout un arsenal social - en même temps que la mise en place d'arrêtés anti-expulsion - qui permet « de soutenir et de défendre les populations fragilisées ». Pour elle, « les services publics doivent être forts et suffisamment dotés en moyens pour mettre en œuvre des solutions et être au cœur de la réponse sociale à des situations de crise ». Pour autant, la tâche de ces services publics sera rendue plus ardue si la construction de nouveaux logements sociaux demeure aussi insuffisante.

### Couëron

#### Des seniors plus nombreux : une chance et un défi

Nantes Métropole connaîtra à l'horizon 2020 le doublement du nombre de personnes de 85 ans et plus (de 9000 à 18000). Au niveau départemental, les seniors représenteront 31% de la population contre 19% aujourd'hui\* ! C'est dire l'importance des défis et des questions qui nous sont posés face au vieillissement de la population. Les retards se sont accumulés malgré la promesse du « plan solidarité grand âge » élaboré après le drame de la canicule 2003. Couëron, avec plusieurs villes de Nantes Métropole, prend rang pour la réalisation d'un établissement pour personnes âgées dépendantes. D'autant que ce secteur de Nantes Métropole est déficitaire. Les investisseurs en marchés juteux ne manquent pas pour le secteur privé. Evidemment, le retour sur investissement se fera sentir sur le prix de la journée. La finalité lucrative interpelle donc... et à plus d'un titre ! Un projet de loi pour la prise en charge de la dépendance, plusieurs fois ajourné, est annoncé pour l'automne prochain. Il convient d'agir, notamment pour y faire enfin inclure la création du « 5ème risque » et faire reconnaître



la maladie d'Alzheimer comme telle, afin de rembourser les frais « d'hospitalisation » dans les établissements agréés pour l'accueil des personnes atteintes de cette maladie. C'est un besoin social et un droit essentiel à satisfaire en vertu des principes fondateurs de l'assurance maladie.

\* Source AURAN - Michel LUCAS - Conseiller communautaire - <http://fr-fr.facebook.com/people/Jerome-Bolteau/1030131455>



## ■ Ils soutiennent le Front de Gauche

Des centaines de citoyens, de syndicalistes, de militants associatifs et d'élus appellent à voter et à faire voter Front de Gauche.

ADVENARD	Martine
AKKAS	Zedir
ALBESA	Ditor
ALEMANNI	Jean Paul
ALIBRY	Jacques
ALLAIN	Jean-Michel
ALLOUCH	Halima
AMOURI	Noureddine
ANDRE	Karina
ANTOINE	Christiane
ANTOINE	Régis
AQUASTIN	Philippe
ARDECHE	Louis
ARDIL	Yves
ARSCAUD	Claude
AUBERT	Céline
AUBERT	Marc
AUBERT	Sylvie
AUBERTIN	Eloïse
AUBERTIN	Jacqueline
AUBERTIN	Yvon
AUDLAIR	Catherine
AUDRAIN	Cyrille
AUFFRET	Gaston
AUFORT	Claude
AUSESKY	Fabienne
AUTRET	Aurélien
AUTRET	Viviane
AUTRET	Yannick
BACEAU	Suezano
BAHLOUL	Bouabillah
BAHLOUL	Kalida
BAHLOUL	Larbi
BAHLOUL	Yamena
BALDINI	Dominique
BALDINI	Odette
BARAN	Dominique
BARAZER	Paul
BARBERET	Isabelle
BARBERET	Jean
BARBERET	Maryvonne
BARON-CHASSERIEAU	Micheline
BARON	Charlotte
BARON	Claude
BARON	Elke
BARON	Jean-Claude
BARON	Serge
BARRE	Audrey
BARRE	Liliane
BAUDRILLER	Jacques
BAUDRILLER	Yvonne
BAYO	Yvonne
BELLAY	Armelle
BELLET	Roger
BELLET	Alain
BELLO	Dominique
BEN AZZAZI	Ounsi
BENATRE	Marie Annick
BENYAMINA	Benoissa
BENYAMINA	Malika
BEQUET	Gilbert
BERNARD	Dominique
BERNARD	Eloïde
BERNARD	Gérard
BERNARD	Guy
BERNARD	Hélène
BERNARD	Patrice
BERNARD	Patricia
BERTHAUD	Martine
BERTHE	Paulette
BERTHO	Yves
BETOU	André
BEYER	Charif
BICHON	Méira
BIDAULT	Geneviève
BIGAUD	Jean
BIGNON	Bernard
BILONGO	Gilga
BIOTET	Annick
BIOTET	Emilie
BIOTET	Jean René
BIOTET	Lucette
BISSON	Juliette
BIZET	René
BIZET	Alain
BIZEUL	Emmanuelle
BLAIS	Yves
BLANQUET	Claude
BLARD	Thérèse
BLASCO	Manuel
BLESSE	Catherine
BOYER	Corinne
BOCHE	Otilon
BOCQUEL	Christian
BODARD	Pierre
BOISNEAU	Yvette
BONNAMY	Sylvie
BONNET	Christian
BONTEMPS	Frédéric
BONTEMPS	Gilles
BONTEMPS	Maurice
BONTEMPS	Yvette
BORDAGE	Eloïde
BOLAUD	Maryvonne
BOUE	Marie
BOUE	Maurice

BOUE	Michel
BOUILLET	Bernard
BOULIF	Beatrice
BOULIF	Youssef
BOURCINE	Paul
BOURDEAU	Alain
BREGEON	Yves
BREMONT	Jean-Pierre
BRIAND	Gilles
BRIAND	Paulette
BRIEUX	M. Anne
BRISSET	Marie
BURAUD	Annie
BUSNEL	Marcel
BUSSON	Joël
CADORET	Joël
CAILLEAU	Fabienne
CAILLON	Nathalie
CASABURI	Jean Marie
CASSARD	Bruno
CAVALIER	Sébastien
CAVE	Albert
CEBUJ	
CELLIER	Dominique
CHERISER	Patrick
CESBRON	Patrick
CESBRON	Nicole
CHAFFIN	Sandrine
CHAIB	Fatiha
CHAILLOUX	Julien
CHAPRON	Denise
CHAPRON	Marcel
CHAPRON	Pascal
CHARAUD	Jacques
CHARBONNIER	Jean Louis
CHASSERIEAU	Olivier
CHATAIN	Angèle
CHATELLIER	Yvon
CHAZAL	Alain
CHAZE	Paul
CHEBANIER	Patrick
CHEBROU	Solange
CHEDELEUX	Bernard
CHERIF	Ahmed
CHESNEAU	René
CHEVALIER	René
CHEVALIER	Maurice
CHEVALIER	Christophe
CHEVIS	Henri
CHEVIS	Jeanne
CHEVREL	Daniel
CHEVREUX	Florian
CHIBERGE	André
CHITEL	Yvon
CLOAREC	Yann
CLOUET	Bernard
COLOU	Nicole
CONSTANT	Claude
CORFEC	Dominique
CORMERAIS	Régine
CORMIER	J.M.
CORMIER	Mauricette
CORMIER	Therrie
CORMIER	Gilles
CORTEBECK	Joël
COTILLON	Elke
COUEDEL	Béatrice
COULLEAU	Michèle
COUPEL	Jean-Yves
COURTOIS	Joël
COUSIN	Maurice
COUVEZ	Eric
COZIC	Alain
COZIC	Alexandre
COZIC	Jérôme
CROGIEZ	Monique
CROSSOUDARD	Lucette
CUSSONNEAU	Georgette
DAMAN	Dominique
DANET	Laurence
DAVID	Fabrice
DAVID	Monique
DAVID	Serge
DEBILLE	Florence
DEBRIEN	Cécile
DEJEU	Michel
DELAURET	Dominique
DELAHAIE	Hubert
DELAIS	Michel
DELUCSE	Juliette
DELEZIRE	Alain
DELEZIRE	Françoise
DENOVELLE	Gérard
DERIEN	Gérard
DESHAYES	Bruno
DESHAYES	Jeanne
DESHAYES	Josette
DESMARS	Marc
DESNIER	Guy
DESSEURE	Robert
DEVEDEC	Yves
DOIZON	Antoine
DORE	Florie
DORMET	René
DORON	Dominique
DOUCET	André
DRAIGNAUD	Hélène
DRAIGNAUD	Michel
DREAN	Jean-Marie
DRIF	Rafika
DRIN	Jacques
DUPAS	Charles
DUPLAIX	Marie France
DUQUESNES	Sophie
DURIEN	Patrick
EGRON	Vincent
ELKABBATI	Michel
EPAUD	Romain
EZENOT	Patrice
EVAINE	Daniel
EVAINE	Marise
EVAINE	Yvette
EVEN	Jean Pierre
FABRE	S.
FABDA	André
FALCONIER	Thierry

FAVRE	Henri
FERNANDEZ	Carlos
FERNANDEZ	Christine
FERNANDEZ	José
FERRANT	Alain
FERRER	Philippe
FERRER	Suzanne
FEUNTEUN	Jean
FEBRIER	Jannick
FILLIOT	Christiane
FLEURIMONT	Sandrine
FLEURY	Daniel
FLEURY	Gaëlle
FLOGNY	Marc
FLOQUET-RICA	Isabelle
FLORENCEAU	Gilles
FORÉ	Katia
FORGEAU	Jean-Paul
FOUBERT	Anne
FOUERE	André
FOUERE	Michelle
FOUGERE	Jean-Luc
FOURIER	Christiane
FOURIER	Karine
FOURIER	Michel
FOURNON	Lucien
FRANÇOIS	Lucien
FRANÇOIS	Raphaël
FRETIN	Annie
FRIQUX	Anne Marie
FRIQUX	Jean René
FROU	Didier
FROUIN	Pascal
FRUMET	Gérard
FRUMET	Robert
GABORIAU	Patrick
GADÉ	Pierre
GAILLARD	Claude
GALMET	Jacques
GANACHE	Brigitte
GANRY	Claude
GARAUD	Christophe
GARCON	Pierre
GARECKI	Daniel
GARNIER	Christiane
GARNIER	Nicole
GARNIER	Stéphane
GARNIER	Suzy
GAUDET	Patrick
GAUDIN	Bernard
GAUDIN	Claude
GAUDIN	Guy
GAUTIER	Francis
GAUTIER	Henri
GERAUD	Jacky
GHAMMOURI	Salah
GHEZAL	Karima
GICQUEL	Marie Anne
GICQUEL	Michel
GICQUEL	Philippe
GIMENEZ	Emmanuel
GIMENO	Brigitte
GIMENO	Fabienne
GIMENO	William
GIMENO	José
GIRONNET	Michel
GOBILLON	Gilles
GOUME	Mireille
GOIC	Henri
GONTIER	Alain
GONTIER	Gilbert
GOUDON	Gérard
GOUJIL	Thérèse
GOUDON	Jérôme
GOUTY	Michel
GRANGIENS	Marie
GRANGIENS	Catherine
GREGOIRE	Jean
GREGOIRE	Jules
GRELIER	Ferdinand
GRONAN	Sylvie
GROILLIER	Jean
GUASCH	Serge
GUEDRY	Cécile
GUEDRY	José
GUESDON	Albert
GUESDON	Louis
GUEVEL	Viviane
GUIBERT	Jo
GUIBRETEAU	Maurice
GUIT	Stéphane
GUIHAT	Georges
GUILLET	Christiane
GUILLEME	Nathalie
GUILLEME	Marcel
GUILLET	Florent
GUILLET	Michel
GUILLORY	Daniel
GUILLORY	Joël
GUILLORY	Simone
GUILLOU	Alain
GUILLOU	Julia
GUILLOU	Stéphane
GUINCHARD	Jean-Luc
GUINON	Jacques
GUNDOGLER	Isabelle
HADJIAS	Gilles
HAMON	Patrick
HANFF	Annick
HAREL	Gildas
HAREL	Louis
HAREL	Martine
HAREL	Morgan
HAREL	Christiane
HASCQUET	Nawson
HAUTOT	Philippe
HAUTOT	Bruno
HEGROU	Jean Yves
HENAFF	Jean Claude
HENNE	Bertrand
HENRY	Odette
HERPIN	Fabienne
HERRERO	Bertrand
HERRERO	Michelle
HERVE	Marinette

HERVE	Robert
HERVOCHE	Philippe
HEYDON	Genevieve
HOTTELARD	Jeanne
HOUARD	Collette
HOUARD	Mario
HUCHET	Isabelle
HUCHET	Marie
HUET	Gabriel
HUMBERT	Ulysse
JACOTIN-DORON	Claudine
JADDUS	Nadine
JAFFRE	Janine
JAGOURY	
JANVIER	René
JARTAQUET	Bernadette
JEAN	Dominique
JEANNEAU	Maurice
JEANNINGROS	Roland
JESTIN	Robert
JOBERT	Jean
JOSEPHAU	Christine
JOUAN-DURAND	Monique
JOUATTE	Gisèle
JOUBERT	Denis
JOUBERT	Jean
JUETZ	André
JULLIEN	René
JUSTY	Marc
KUKLA	Jean
LACOSTE	Jean Noël
LAENA	Lorant
LAFONT	Daniel
LALANDE	Claudine
LAMBALLE	Micheline
LAMOOT	Patrick
LANDAIS	Jean-Pierre
LANDRIEU	Monique
LANDRIEU	Yves
LANNUZEL	Raymond
LASTENET	Françoise
LAURENT	Christophe
LAVENANT	Pascal
LE BARILLEC	Daniel
LE BESCOP	Jean
LE BOSSÉ	Jean Noël
LE BOULAIRE	Yannick
LE CÈURE	Jacques
LE CORRE	André
LE CORRE	Jean Louis
LE DAHERON	Camille
LE DAHERON	Raymond
LE FLOCH	Joël
LE FOLLEZOU	Daniel
LE GAC	Loïc
LE GRAET	Marcel
LE GUEN	Roger
LE GUILLOUX	Paul
LE HUEDE	Jean Yves
LE MERCIER	Brigitte
LE QUINTE	Claudine
LE ROUX	Jean Pierre
LE ROY	Claude
LE THIEC	Marie-Thérèse
LE VIVANT	Alain
LEBOEUR	Jérôme
LECLAIRE	Leon
LECOMTE	Camille
LECOQ	Jean Claude
LEDOME	Jean Luc
LEDoux	Thérèse
LEFFEBRE	Anthony
LEFEBVRE	Monique
LEFLOCH	Marcel
LEFFOUFF	Bruno
LETTZ	Henri
LELLOUCHE	Daniel
LELOUP	Ghislaine
LELOUP	Michel
LEMAIRE	Anthony
LEMARIE	Pierre
LEPAJOLEC	Marcel
LEROY	Annick
LEROY	Daniel
LEROY	Daniel
LESALU	Louis
LESCORNET	Michel
LESTON	Yann
LETHEURE	Michel
LETRANGE	Bernard
LETRANGE	Lionel
LETRANGE	Thérèse
LETRANGE	Valérie
LEVALLOIS	Jean Paul
LEVESQUE	Odéline
LODE	Christophe
LODE	Valérie
LOMELET	Michel
LORTHOIS	Gauthier
LUBRIAC	René
LUCAS	Annick
LUCAS	Dominique
LUCAS	François
LUCAS	Joelle
LUCAS	Joséphine
LUCAS	Maryse
LUCAS	Michel
LUCAS	Yannick
LYOUBARD	Madeline
MADJIN	Michel
MAHE	Sabine
MAHE	Véronique
MAIA	Pedro
MAISONNEUVE	Solange
MALARD	Suzanne
MALFANT	Michel
MALLARD	André
MANARA	Alain
MARCHAL	Paul
MARCHAND	Fanny
MARCHAND	Serge
MARTIN	Dominique
MARTIN DE HERVAS	Jean Yves
MATELIER	Oiga
MATHIAS	Etiennette
MATHIAS	Antoine

MATHIAS	Françoise
MAUGORN	Gisèle
MIGNEN	Eric
MELUSSON	Marie Annick
MENARD	Jacqueline
MERAND	Paulette
MERCY	Patrick
MERLE	Dominique
MICHEAU	Louis
MICHEL	Alex
MINAUD	Anne
MOINARD	Alain
MOISAN	Donatien
MOISAN	Mariella
MOISAN	Patrice
MOKRANE	Abdelkader
MOKRANE	Abderahmane
MOKRANE	Ahmed
MOKRANE	Aziza
MOKRANE	Fadila
MOKRANE	Farès Hamza
MOKRANE	Fatma
MOKRANE	Hassiba
MOKRANE	Mohamed
MOLARD	Gérard
MOLIERAC	Yveline
MONNIER	Claude
MOREAU	Jean Jacques
MOREAU	Marcel
MOREAU	Muguette
MOREL	Claire
MOREL	Claudine
MOREL	Guy
MOREL	Jean Marie
MOREL	Nathanaël
MOREL	Patrice
MOREL	Catherine
MOREUILLE	Michel
MORINIERE	Gilles
MOYSAN	Henri
MOYSAN	Thérèse
MOYSAN	Myriam
NOEL	Annick
OLLIVIER	René
ORIAULT	Christelle
OUIAFIQ	Mohamed
OUIRAND	Robert
OYER	René
PABOIS	Annette
PABOIS	Ingrid
PABOIS	Yannick
PACAUD	Marc
PACAUD	Michel
PACAUD	Danielle
PACAUD	Roland
PACOUTET	Bernard
PACOUTET	Sandrine
PASTRE	Jean
PATRON	Joseph
PATRON	Pascal
PATRON	Yohann
PAVAGEAU	Fauk
PEAN	Gaston
PEAN	Ida
PELE	Marie-Paule
PENEAU-LASSALLE	Audrey
PERIGAUD	Danielle
PERNOT	Mireille
PERRON	Gérard
PERRON	Jacqueline
PERZERON	Annie
PICARDA	Anne
PICARDA	René
PICARDA	Lauryane
PICAUD	Michelle
PICAUD	Pierre
PINEAU	Brigitte
PINEAU	Olivier
PINEL	Bernard
PIPEL	Thomas
PIPET	Antais
PLANTIVE	Liliane
PLANTIVE	Paul
PLISSONNEAU	Serge
PLOUQUIN	Yolande
PLUMELET	Annie
PLUMELET	Jean-Luc
POINTEAU	Alain
POINTEAU	Alain
POTIRON	Claude
POTIRON	Didier
POTIRON	Christophe
POULLARD	Daniel
POULLEAU	Pierriek
POULAIN	Françoise
POUPARD	Loïc
POUPARD	Alain
POYARD	Martine
PRAUD	Daniel
PROVOST	Christiane
PROVOST	Geneviève
PROVOST	Louis Guy
PUSSELOUDE	Paul
QUEBRIAC	René
RABALLAND	Marvlène
RABOTIN	Jean-Michel
RABOUIN	Alex
RABOUIN	Thérèse
RAIMBAULT	Emilie
RAINEREAU	Eric
RASTEL	Gérard
RAT	Jack
RAUD	Jacqueline
REDON	Michel
REGARDIN	Mauricette
REGARDIN	Annick
REGNIER	Joelle
REGNIER	Claude
REMAUD	Claudine
REMAUD	René
RENEVOT	Yvon
RIALLAND	Gilles
RIALLAND	Marie Anne
RIALLAND	Sylvie
RICA	Madeline
RICA	Michel
RICHARD	Michel

« Nouvelles de Loire Atlantique »  
 Directeur de la Publication : Aymeric SE